



CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'OBSERVATOIRE DU FINANCEMENT DES ENTREPRISES PAR LE MARCHÉ

30 AVRIL 2024

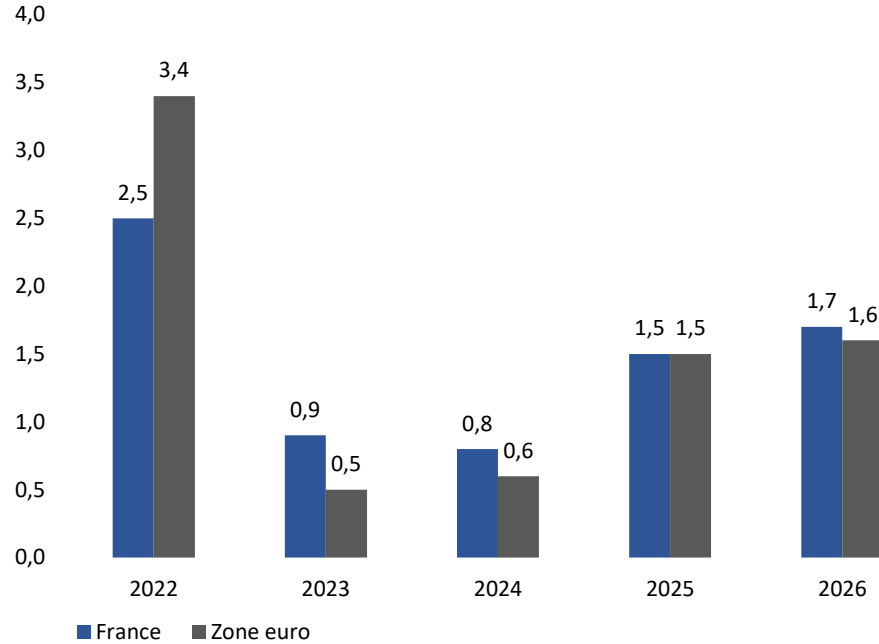
ALLOCUTION D'OUVERTURE

DENIS BEAU

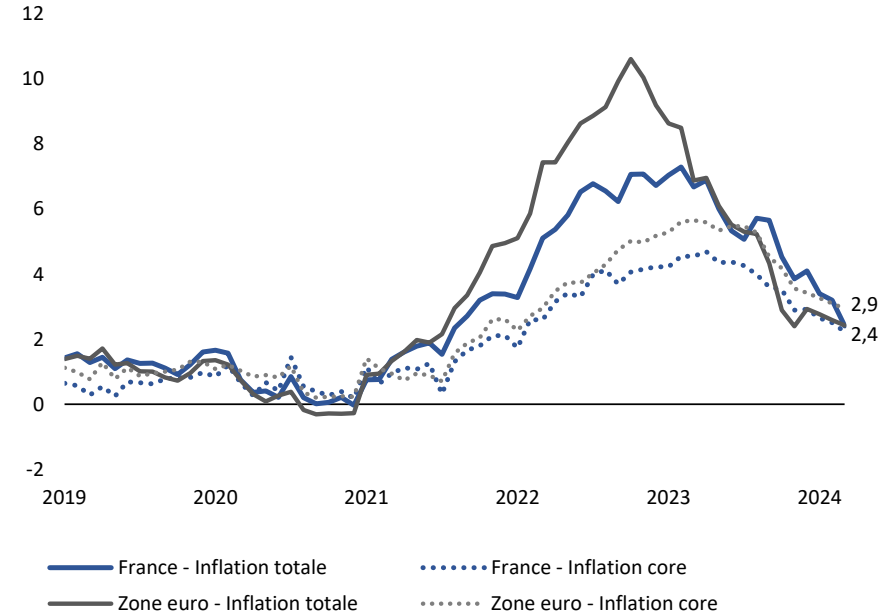
PREMIER SOUS-GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

ATERRISSAGE EN DOUCEUR DE L'ACTIVITÉ ET REFLUX DE L'INFLATION

Gr. 1 Croissance du PIB en France et en zone euro



Gr. 2 Inflation totale et inflation hors alimentation et énergie en France et en zone euro



Sources : Eurostat et Insee (jusqu'à 2023), Banque de France et BCE (projections sur fond bleuté).

Sources : Insee, Eurostat ; calculs Banque de France.

• Croissance

- Reprise attendue de la demande interne et externe. Retour à un rythme de croissance pré-pandémie en 2025-2026.

• Inflation

- Forces désinflationnistes à l'œuvre : recul des prix de l'énergie ; normalisation des chaînes de valeur ; impact de la politique monétaire qui a évité la propagation et la persistance à l'inflation sous-jacente.

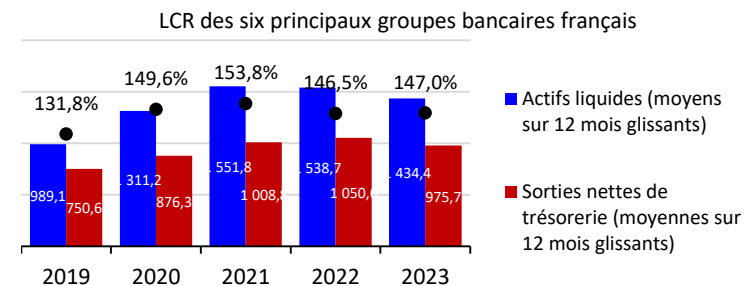
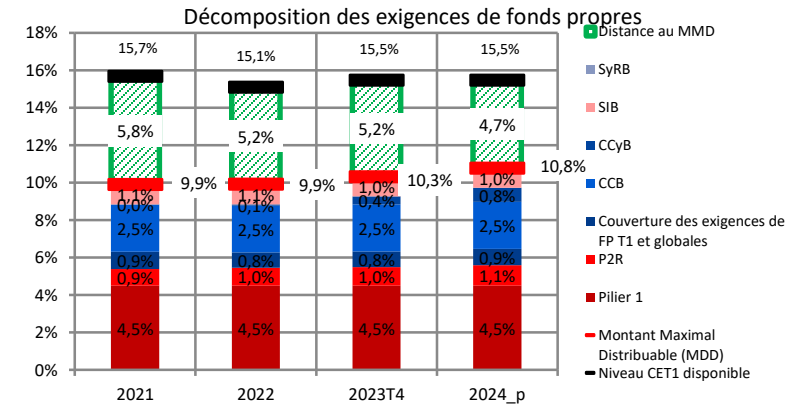
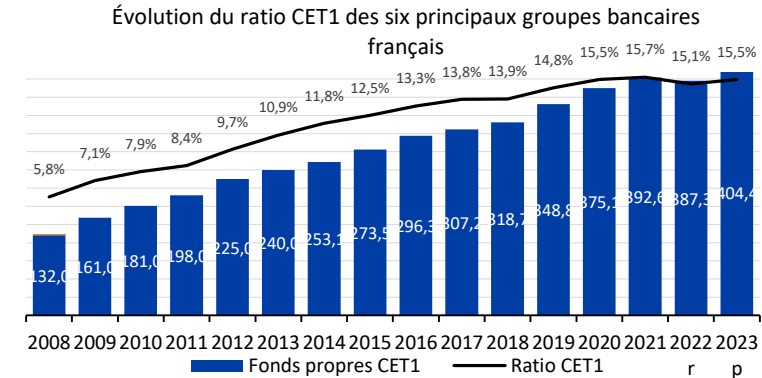
UN SYSTÈME BANCAIRE FRANÇAIS RÉSILIENT FACE AUX CHOCS

- À fin 2023, les six grands groupes bancaires français sont résilients, avec :

- Un ratio de solvabilité de fonds propre agrégé de 15,5%, contre 10,3% d'exigences totales.
- Un ratio de levier agrégé de 5,15% contre 3,50% d'exigences totales
- Un ratio de liquidité à court terme (LCR) de 148% et de financement à moyen terme (NSFR) de 115%.

- Les résultats de l'exercice de stress test 2023 de l'Autorité bancaire européenne confirme la solidité des banques françaises.

- En scenario défavorable (baisse du PIB France de 5,7 %, inflation de 9,7 %), le système bancaire français présenterait un ratio CET1 agrégé supérieur aux exigences minimales réglementaires strictes (Pilier 1 et Pilier 2 requirement), en passant de 15,5 % à 9,3 %.



DES RISQUES TOUJOURS PRÉSENTS

- Plusieurs défis pour le secteur bancaire français :
 - **Le contexte macro-économique** : inflation élevée, hausse des taux et ralentissement de la croissance économique
 - **La remontée des défaillances d'entreprise** : bien que la qualité du portefeuille de crédit aux SNF se dégrade légèrement (+22 pnb en un an sur le taux de NPL pour les prêts SNF, de 3,36% à 3,58%), le coût du risque total reste faible à ce stade, à 0,23% des encours clientèles
 - **Des revenus et une rentabilité contrainte**, en raison d'une MNI limitée par la hausse du coût des passifs (épargne réglementée, dépôts à terme, titres émis) plus rapide que celle des revenus de l'actif.
- Les risques structurels et les nouveaux enjeux se renforcent :
 - **Les menaces de cyberattaques** restent élevées pour le système financier.
 - Les institutions financières doivent à la fois gérer leurs expositions au **risque de transition et au risque physique** tout en soutenant **le financement de la décarbonation de l'économie**

